



## **La France et l'immigration : entretien avec le démographe François Héran**

Alors que l'Assemblée nationale vient de voter le projet de loi Asile et immigration, François Héran détruit quelques solides idées reçues à propos de l'accueil des étrangers.

***Questions à François Héran, philosophe et démographe, titulaire de la chaire Migrations et sociétés au Collège de France.***

**Au cours de votre leçon inaugurale au Collège de France, vous avez indiqué que près de 25 % de la population vivant en France est d'origine étrangère. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi et comment ?**

Soyons précis. On distingue deux générations issues de l'immigration. La première est celle des migrants eux-mêmes : environ 11 % de la population. La seconde est celle des enfants nés en France d'un ou deux parents immigrés : environ 13 %.

J'extrapole pour 2018 les effectifs recensés par l'Insee en 2013, et je les majore de 10 % pour tenir compte de la migration illégale. Un habitant sur quatre est soit immigré soit enfant d'immigré, c'est du jamais vu en France. Mais, contrairement à ce que soutient l'extrême droite, cet apport ne remplace pas la population française, il s'y ajoute.

En effet, la France reste proche du seuil de renouvellement des générations. Quand on compare les 45 millions de Français de la Libération aux 65 millions d'aujourd'hui, on peut se demander d'où

vient la différence. Le Front national s'imagine qu'elle tient entièrement à l'immigration. C'est faux. Ce surcroît de population a trois causes de même ampleur : les naissances du baby-boom, les personnes âgées préservées par l'allongement de la vie et les immigrés restés en France.

### **Pourquoi est-il faux de dire que les immigrés prennent la place des Français sur le marché de l'emploi ?**

Alfred Sauvy (1898-1990), le premier directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED), a toujours pensé que le travail n'était pas un gâteau de taille fixe qu'il suffisait de partager entre les jeunes et les anciens pour que chacun ait un emploi.

Il estimait que « le travail crée le travail ». Cette thèse reste controversée. Mais que se passe-t-il quand on l'applique à l'immigration ? Sur ce point, j'observe un étrange chassé-croisé entre la droite et la gauche. La droite refuse l'idée de partager le temps de travail ; elle dénonce le caractère contre-productif d'une idée a priori généreuse (c'est l'argument de l'effet pervers). Mais, dès qu'il s'agit d'immigration, elle réactive ce que Jean Tirole, notre prix Nobel d'économie, appelle le « sophisme du travail en quantité fixe » : les immigrés prendraient le travail des Français. La gauche fait l'inverse : elle continue de croire aux vertus du partage du travail entre les générations, tout en comprenant que les immigrés sont aussi des producteurs et des consommateurs utiles à l'économie. De la droite à la gauche, les positions permutent mais restent incohérentes. Au chercheur de démontrer ces arguments !

### **Nombre de nos concitoyens restent persuadés que la France est aujourd'hui l'objet d'une forme d'invasion larvée. N'est-ce pas l'effet d'une distorsion entre l'imaginaire et la réalité ?**

En réalité, qui chasse qui ? S'il est vrai que les immigrés peuvent devenir majoritaires dans des quartiers où ils étaient peu nombreux jadis, l'inverse est également vrai : à Paris comme dans les capitales régionales, nous avons chassé les immigrés du centre-ville pour les expédier à la périphérie.

Le décalage entre perceptions et réalités est bien illustré par le sondage de l'Eurobaromètre réalisé en octobre 2017 auprès de 28 000 Européens : dans la plupart des pays, dont la France, l'opinion estime un pourcentage d'immigrés dans la population qui est le double du chiffre réel.

Plus généralement, une statistique comparée bien conduite a un grand pouvoir de révélation. Les politiques adorent citer des chiffres absolus pour impressionner l'opinion publique mais, quand on compare des pays de taille différente, il faut raisonner à population égale. Voyez le nombre de décisions de protection rendues en 2016 en faveur des demandeurs d'asile. Si on le recalcule pour un million d'habitants, la France n'est plus le pays « généreux » qu'on nous décrit, elle rétrograde au 16e rang des pays européens : dix fois moins que l'Allemagne, même pas la moitié de la moyenne européenne !

### **Certains de nos concitoyens croient que les outils statistiques, placés entre les mains de l'État, servent sa politique et trompent les citoyens. Que leur répondez-vous ?**

En quinze ans de responsabilité à la tête des études démographiques de l'INSEE ou de l'INED, je n'ai jamais reçu aucune consigne ministérielle pour changer un chiffre. Si l'État doit compter, ce n'est pas pour dominer, c'est pour rendre des comptes.

La décision d'exploiter les registres paroissiaux pour suivre l'évolution démographique du pays a été prise par les intendants de Louis XV dans les années 1770, en réponse aux attaques des

physiocrates, qui prétendaient que le pays perdait de la population et que c'était là un signe de « mauvais gouvernement ».

Pour en avoir le cœur net, les intendants ont fait remonter à Paris le nombre des baptêmes, des mariages et des sépultures, et l'on s'est aperçu que la population du royaume augmentait. Que l'État rende des comptes est une des bases de la démocratie. Il est normal que les citoyens réclament plus de transparence sur les chiffres de l'immigration.

Je me suis battu pour que les enquêtes de l'INSEE incluent des questions sur la première nationalité et le pays de naissance des parents. On peut ainsi savoir si la seconde génération, à âge égal et diplôme équivalent, a les mêmes chances ou non d'obtenir un emploi, d'être promu, d'accéder au logement, etc., selon ses origines. C'est une source majeure sur les discriminations.

### **Pouvez-vous nous expliquer la distinction que vous faites entre la politique d'opinion et la démocratie ?**

Caler une politique sur l'évolution de la vox populi revient à sauter une étape cruciale du processus démocratique : le temps de la délibération.

Ce temps doit être mis à profit pour mettre en balance les solutions possibles, ce qui exige d'être dûment informé. Les scientifiques et les experts ne dictent pas les solutions mais ils éclairent le débat. Le rôle des politiques, symétriquement, est d'en tenir compte en osant opposer la pédagogie à la démagogie, et là, le rôle de la presse est majeur.

Cessons de croire que les chercheurs versent en permanence dans l'angélisme en matière d'immigration : s'ils produisent des informations tangibles, étayées sur des comparaisons, ils ont une vision précise du possible et de l'impossible, comme on l'a vu dans l'échec de la politique d'« immigration choisie », correctement anticipé par les spécialistes.

### **Quelles actions appelez-vous de vos vœux en matière d'immigration ?**

Je suis frappé de voir que chaque équipe gouvernementale fait sa propre loi de « refonte » sur l'immigration – une loi tous les deux ans en France depuis 1993 – sans modifier pour autant les ordres de grandeur de l'immigration. La grande majorité des migrants entre au titre des droits (mariage, vie familiale, études, asile) et non pour des besoins démographiques ou économiques.

Mieux vaudrait intensifier l'enseignement du français pour les nouveaux entrants, imaginer une politique du logement social qui favorise leur mobilité au lieu de les fixer sur place, donner plus d'autonomie aux politiques d'accueil des grandes villes, accorder plus de considération aux corps intermédiaires qui sont mieux à même d'interagir entre les migrants, les populations locales et l'État.

*Propos recueillis par Frédérick Casadesus*

### **À lire**

**Avec l'immigration, mesurer, débattre, agir**, François Héran, éd. La Découverte, 328 p., 21 €.

---





## **Afrique : « L'immigration n'est pas et ne peut être une fin en soi »**

Les auteurs plaident pour une approche différente du phénomène de l'immigration, afin d'accompagner le développement du continent africain, riche d'opportunités économiques.

Défendre et promouvoir les justes valeurs d'ouverture, d'accueil et d'hospitalité à l'exemple de la mobilisation « Exilés : l'accueil d'abord ! », lancée par l'Église protestante unie de France est une évidence humanitaire, certes, mais aussi éthique et spirituelle. Nul ne saurait prétendre que le drame de tous les exilés qui se présentent aux portes de l'Europe ne nous concerne pas. Ce drame est le nôtre et il est patent que notre pays et l'Europe en général pourraient être plus généreux. Ainsi, il est heureux de voir, dans toute la société, des forces vives s'engager dans cet accueil.

Pour autant, l'émotion engendrée par la souffrance des exilés ne peut s'exonérer du temps de la pensée pour trouver les moyens effectifs de la supprimer. Depuis plusieurs années, sur cette question en particulier, les bons sentiments, dont nous sommes tous emplis, l'emportent sur quelques réalités qu'il vaut la peine de souligner, que ce soit là-bas ou ici.

### **Des interrogations là-bas...**

Déjà dépassées, les politiques d'accueil ne pourront en réalité rester ce qu'elles sont face à l'augmentation de la demande. Et réduire le problème à la simple alternative qui se résume entre une improbable fermeture et une impensable ouverture n'est pas tenable. L'urgence de répondre aux problèmes de réfugiés qui fuient des pays de dictatures ou des situations de guerre ne se discute

pas. Mais le problème est loin de se résumer à cela.

Nous en voulons pour une des preuves la situation particulière des migrants en provenance, par exemple, de l'Afrique subsaharienne. Il est généralement admis que la grande majorité de ceux venus de cette zone – plus de 40 % des migrants accueillis par l'Europe – quittent leur pays pour fuir la misère. Mais en y regardant de plus près et depuis un pays d'émigration, ce ne sont pas les plus pauvres et les plus démunis qui tentent l'aventure. Ceux-là n'imaginent même pas pouvoir l'envisager. Par contre, il est fréquent de rencontrer des fonctionnaires, des salariés parfaitement insérés dans la vie locale qui vous pressent de leur trouver une solution pour émigrer en Europe.

Comme si le facteur économique n'était pas premier, mais plutôt cette sorte de fascination, de mirage diffusé à longueur de journée par les chaînes satellites et les réseaux sociaux.

Ajoutons à ce constat, celui des agissements des nombreux « passeurs », qui installent leur sordide business au cœur même de pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou le Ghana pour recruter des candidats au voyage et récolter au passage des millions d'euros.

Les autorités de ces pays africains avouent régulièrement leur trouble face à la mobilisation de l'Europe pour ceux qu'il est convenu d'appeler les « sans-papiers » alors que les candidats à une immigration légale sont massivement refusés. Ainsi le président ivoirien Alassane Ouattara s'est amèrement plaint du manque d'ouverture des pays européens, dont la France, vis-à-vis des demandes d'immigrations légales, en particulier celle des étudiants. Accueillir dans les pires conditions des « illégaux » ne rime à rien pour lui, alors qu'ouvrir en grand les portes des universités ou des grandes écoles serait bien plus utile au développement de l'Afrique.

Parce que l'immigration n'est pas et ne peut être une fin en soi, nous ne pouvons plus nous limiter au seul traitement des symptômes du problème. Même s'il reste essentiel d'y apporter, lorsque c'est nécessaire, des solutions d'urgence.

Par contre, la question reste de savoir ce que notre pays ou l'Europe font ou feront, en amont, dans les pays d'origine des migrants.

Une stabilité économique, associée à un processus démocratique, facteur de développement des classes moyennes, est la condition minimale à la fixation des populations dans leurs pays d'origine. L'unique solution réside dans le rattrapage de l'Afrique et d'une répartition plus juste et équitable des richesses du continent. Il est notable que les matières premières abondantes en Afrique, ressources minières ou agricoles par exemple, ne sont pas payées au juste prix par les firmes multinationales et les gouvernements occidentaux.

À cela se rajoute la corruption locale qui permet aux « puissants » des pays africains de faire main basse sur les revenus du pays. L'instauration de justes relations commerciales respectueuses des règles d'échanges internationaux semble la véritable urgence. Plus même que l'aide au développement lesté de ses insupportables accents paternalistes et misérabilistes.

L'Afrique est aujourd'hui un continent riche de sa jeunesse et de sa vitalité qui rêve de nouvelles conquêtes et d'opportunités économiques. C'est là qu'il faut l'accompagner.

## **... Des troubles ici**

L'autre réalité qu'il serait irresponsable de nier est la difficulté grandissante des populations européennes et occidentales à accueillir de nouveaux migrants. Dans son dernier livre, Comprendre le malheur français, le philosophe Marcel Gauchet explique bien comment les élites de ce pays,

comme celles de toute l'Europe, intimement et somment « ceux d'en bas » de s'ouvrir au monde, aux autres cultures, de s'adapter et de réformer enfin leurs vieilles habitudes provinciales.

« Il y a un malheur français qui mérite d'être pris au sérieux... y compris le divorce qu'il creuse entre la base et le sommet, entre les peuples qui le crient et les élites qui le nient. » [...] « C'est, développe le philosophe, cet abîme des perceptions entre la France d'en haut et la France d'en bas [qui] a ouvert un boulevard à la démagogie protestataire. »

De fait, la question de l'accueil des migrants avec en arrière-fond les questions de la mondialisation et du multiculturalisme sont devenues les plus socialement clivantes. Leur seule évocation contribue à la résurgence, à l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays européens, d'une France populaire que tout oppose aux choix des élites.

C'est quand même cette France populaire qui subit non seulement le contrecoup des politiques d'austérité et de compétitivité, mais elle aussi qui prend en charge concrètement et quotidiennement la question du rapport à l'autre dans la vie de tous les jours des quartiers populaires.

Le pire, pour nous chrétiens, serait de nous joindre, sans aucun discernement, à ce mépris social qui permet aux idéologies mortifères et aux démagogies protestataires de se développer et de s'installer désormais de façon durable avec des risques évidents de fractures et de conflits potentiels.

Dans tous les cas, si les politiques d'accueil des migrants restent ce qu'elles sont dans leurs incohérences, et si nous traitons les exilés comme des objets de l'aide humanitaire sans nous attaquer à la situation qui les a poussés à fuir leur pays, en quelques années l'Europe risque de ne plus être l'Europe.

Non pas parce que nous succomberions à une invasion largement fantasmée mais parce que nous assisterions, pour le malheur de tous, à l'émergence d'un sentiment exacerbé et violemment antimigrants. Nombreux en sont les signes déjà là.

---





## Les protestants en France en 2010 : qui sont les pasteurs français ?

Les pasteurs ont-ils changé au cours des trente dernières années et sont-ils proches des attentes de leurs ouailles ?

L'enquête réalisée par l'Ifop en lien avec la FPF vient aujourd'hui jeter une lumière nouvelle sur les convictions, choix théologiques, spirituels, éthiques ou politiques des pasteurs français.

Si l'on se réfère aux données d'une précédente étude réalisée en 1978-79, les changements côtoient les permanences. Ainsi la proportion de pasteurs se référant au christianisme social et au luthéranisme n'a pas vraiment évolué. Par contre, la frange se réclamant du mouvement charismatique a fortement augmenté. L'influence du théologien suisse Karl Barth, déterminante dans les années 60, à l'inverse, a beaucoup régressé.

### **Optimisme « professionnel »**

Mais l'intérêt de cette enquête est aussi de comparer les convictions des pasteurs à celles des protestants données par l'enquête l'Ifop 2010.

Au plan théologique, ils sont nettement moins nombreux que leurs fidèles à percevoir le récit biblique de la Création comme un récit historique. Même si les pasteurs exerçant dans une Église évangélique ou dans une Église pentecôtiste portent sur la question une appréciation fort différente de leurs confrères réformés et luthériens.

De même, les pasteurs sont beaucoup plus optimistes que leurs fidèles sur l'avenir du

protestantisme. Cet optimisme « professionnel », si l'on peut dire, est néanmoins inégalement présent chez les pasteurs. En particulier selon le type d'Église dans laquelle ils exercent leur ministère : si 80 % des pasteurs exerçant dans une Église évangélique pensent que le protestantisme va se développer, c'est seulement le cas de 61 % des pasteurs réformés et 47 % des pasteurs luthériens.

## **Œcuménisme variable**

Les pasteurs luthériens sont les champions de l'œcuménisme. Les plus réticents étant les pasteurs évangéliques et pentecôtistes, les pasteurs réformés occupant une position intermédiaire. Le poids du luthéranisme en Alsace-Moselle explique le fait que les pasteurs de cette région se différencient à ce sujet de leurs collègues de l'intérieur. À noter, les pasteurs évangéliques sont moins nombreux que les protestants de cette sensibilité à souhaiter des relations plus étroites avec le catholicisme (respectivement 34 % et 48 %).

À la question de savoir si les relations entre le protestantisme et le catholicisme doivent être plus étroites ou moins étroites, les pasteurs répondent dans le même sens que leurs paroissiens : une petite majorité est plus ou moins d'accord sur le fait que ces relations doivent perdurer ou se renforcer. Étonnamment, les pasteurs femmes sont nettement plus favorables à des relations plus étroites avec le catholicisme que leurs collègues masculins. Surprise accentuée par le fait que l'Église catholique refuse justement la possibilité d'un ministère ordonné aux femmes.

## **Clivages religieux**

Pour une très large majorité des pasteurs réformés et luthériens, les autres confessions chrétiennes et le judaïsme sont d'autres voies privilégiées d'accès à Dieu. Sur ce point, les pasteurs évangéliques et pentecôtistes n'ont pas du tout la même position envers le judaïsme, l'islam et les religions orientales. Alors qu'une majorité de luthéro-réformés pensent que l'on peut accéder à Dieu à travers l'islam, ce n'est le cas que de 6 % des pasteurs évangéliques ! Si les pasteurs réformés et luthériens manifestent une certaine ouverture vers les religions orientales, ce n'est pas du tout le cas des pasteurs évangéliques qui ne sont que 3 % à penser que l'on peut accéder à Dieu à travers de telles religions.

Par rapport au pluralisme religieux, il y a donc là un véritable clivage entre les pasteurs luthéro-réformés et les pasteurs évangéliques.

De même au plan éthique. Si les pasteurs sont en majorité favorables au droit à l'avortement, ils le sont nettement moins que leurs fidèles. Et une forte minorité y est clairement opposée. Par contre, les pasteurs sont à une large majorité – et beaucoup plus que leurs ouailles – opposés à la bénédiction de couples homosexuels. Même chose en ce qui concerne la possibilité de choisir le moment de sa mort : les fidèles (51 %) y sont beaucoup plus favorables que les pasteurs (39 %).

Les pasteurs évangéliques se distinguent nettement de leurs confrères réformés et luthériens en matière d'éthique sexuelle et personnelle. Les pasteurs évangéliques sont, comme le magistère romain, dans une attitude d'opposition frontale et de résistance alors que les pasteurs réformés et luthériens, tout en étant très partagés sur les questions relatives à l'homosexualité et à l'euthanasie, sont plus dans une posture d'ouverture et d'accompagnement critique.

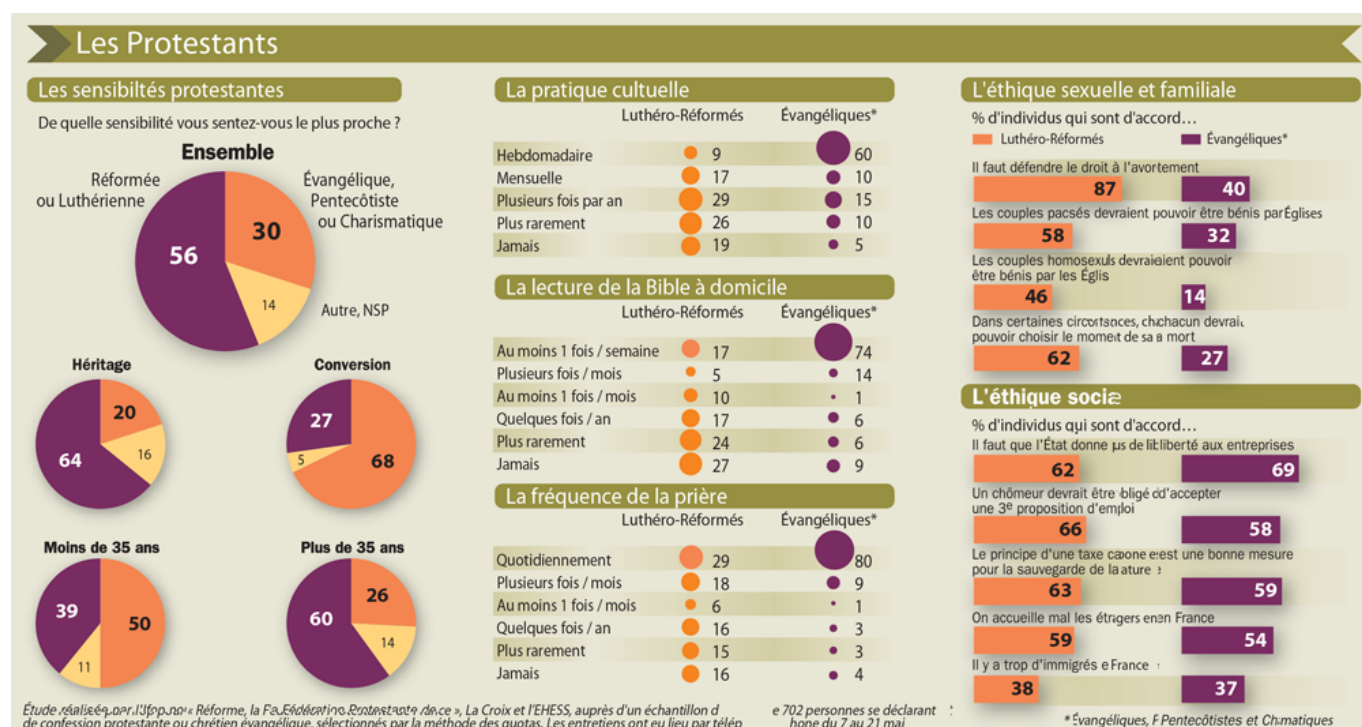
Plus à gauche que l'ensemble de leurs fidèles, les pasteurs réformés et luthériens sont nettement moins favorables que leurs ouailles à ce que l'État donne plus de liberté aux entreprises et à ce qu'un chômeur soit obligé d'accepter une troisième proposition d'emploi. Même sur ce point encore,



les pasteurs évangéliques sont plus favorables à un certain libéralisme économique.

Sur la question de l'immigration, les pasteurs sont beaucoup plus nombreux à penser que l'on accueille mal les migrants étrangers et moins nombreux à juger qu'il y a trop d'immigrés en France. Ils sont aussi nettement plus ouverts que leurs fidèles à des aménagements de la loi de 1905.

Si les pasteurs sont plus généreux que la population protestante envers la présence de migrants étrangers, les évangéliques, parmi eux, semblent un peu plus circonspects sur ce plan.



## Sondage : les protestants en France en 2010

Si les réformés et les luthériens demeurent majoritaires, c'est bien l'irruption des évangéliques qui dessine le nouveau visage du protestantisme français.

Confirmation et précision. Les protestants français se divisent bien en deux familles aisément identifiables : les luthéro-réformés qui représentent 56 % de l'ensemble et les évangéliques 30 %. La majorité du protestantisme en France reste donc à dominante luthéro-réformée. Les mouvements évangéliques ont connu un incontestable développement ces dernières décennies, mais ils ne constituent pas - ou pas encore - la famille majoritaire du protestantisme en France. Ce sondage confirme en réalité l'estimation communément admise : l'évangélisme représente environ un tiers des forces protestantes en France. De fait, c'est le protestantisme dans son ensemble qui semble progresser aujourd'hui. Cette famille religieuse compte un cinquième de nouveaux venus. L'apport de nouveaux membres vient principalement des protestants évangéliques, même si les luthéro-réformés comptent 11 % de nouveaux membres. Ce qui n'est pas si mal pour une famille que l'on annonce régulièrement sur le déclin.

Tradition familiale, liberté d'esprit, lecture de la Bible sont les principaux motifs d'adhésion donnés par l'ensemble des répondants. Mais ces réponses diffèrent sensiblement selon que l'on a affaire aux protestants luthéro-réformés ou aux protestants évangéliques.

## **Des chrétiens pratiquants**

Plus d'un quart des protestants vont au culte chaque semaine. 39 % d'entre eux sont des « pratiquants réguliers ». Ils sont nettement plus pratiquants que les catholiques qui, en 2009, n'étaient que 7 % à se rendre à la messe au moins une fois par mois (sondage Ifop 2009-2010 sur le catholicisme en France). Un bon résultat qu'il faut mettre à l'actif de la minorité de sensibilité évangélique.

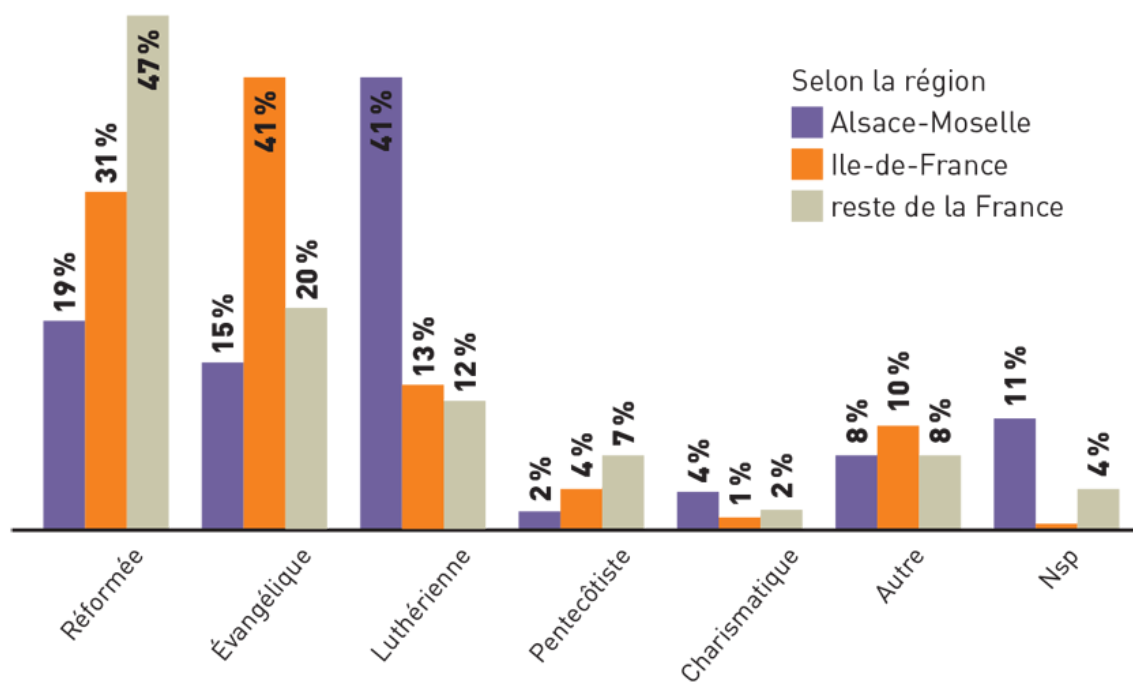
Même constat à propos de la lecture de la Bible ou la prière. Ils sont 34 % à lire la Bible une fois par semaine. Ils méritent ainsi leur réputation d'hommes et de femmes de la Bible. Surtout si on les compare à la population catholique qui n'en compte que 7 % (sondage IPSOS - Alliance biblique française, janvier 2010). De même, ils sont plus de 45 % à prier au moins une fois par jour. Là aussi, le fort taux de lecteurs de la Bible et de pratique de la prière est dû à l'importance prise par les évangéliques dans le protestantisme en France.

Que ce soit pour l'assistance au culte, la lecture de la Bible ou pour la fréquence de la prière, les protestants évangéliques sont plus « pieux » que leurs coreligionnaires luthéro-réformés. Les écarts sont considérables : sur 100 protestants présents au moins une fois par mois le dimanche matin au culte, il y a aujourd'hui 55 protestants évangéliques, 37 protestants luthéro-réformés et 8 protestants d'autres sensibilités.

## **Différence évangélique**

Mais qui sont ces évangéliques, en réalité ? Ce sondage donne pour la première fois une image précise de cette famille spirituelle. Pour Jérôme Fourquet, directeur adjoint du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise Ifop, la confirmation de cette dualité du protestantisme apparaît comme une évidence : « Il existe bel et bien deux familles très distinctes dans le protestantisme. Sur certains sujets éthiques, mais aussi sur le plan sociologique, ou celui des pratiques, tout sépare les protestants "canal historique" des nouveaux mouvements évangéliques. » Si certains aspects présumés sont confirmés, d'autres sont moins attendus. Petit panorama des différences et des convergences.

### De quelle sensibilité vous sentez-vous le plus proche ?



Différence d'attitude. On l'a vu, les évangéliques sont beaucoup plus assidus à la lecture de la Bible, à la prière et à la vie culturelle de leurs communautés, mais – et ceci, explique peut-être cela – ils sont surtout nettement plus optimistes que leurs coreligionnaires luthéro-réformés sur l'avenir du protestantisme. Ils sont 67 % à penser que le protestantisme va se développer. Seuls 24 % des luthéro-réformés le pensent aussi.

Différence au plan des valeurs. Les protestants luthéro-réformés et les protestants évangéliques diffèrent profondément en matière d'éthique sexuelle et familiale. Même si le droit à l'avortement apparaît très majoritairement acquis chez les protestants, les écarts demeurent forts sur ce droit d'avorter. De même, à propos de la bénédiction des couples homosexuels et le choix du moment de sa mort. En ce qui concerne la bénédiction des couples homosexuels, on remarquera que même les luthéro-réformés y sont majoritairement opposés.

Différence théologique, enfin. Les luthéro-réformés et les évangéliques ne comprennent pas de la même façon l'action du Dieu Tout-Puissant qu'ils confessent les uns comme les autres.

Les luthéros-réformés sont attachés à la tradition familiale et à la liberté d'esprit, les évangéliques à la place accordée à la Bible et à la façon d'exprimer la foi chrétienne. Une religion par héritage d'un côté, par choix de l'autre, une sensibilité plutôt libérale d'un côté, plus bibliquement centrée de l'autre.

Conservateurs assumés, seraient-ils pour autant fondamentalistes ? Les résultats de ce sondage infirment clairement cette idée.

Seuls 22 % des protestants perçoivent le récit biblique de la Création comme un récit historique. Qu'il y ait nettement plus de luthéro-réformés que d'évangéliques à considérer que le récit biblique de la Création est un mythe était un résultat attendu. Mais qu'il y ait 14 % des évangéliques qui le pensent est inattendu. Le point de vue créationniste recoupe moins les appartenances confessionnelles que l'origine socioculturelle des sondés. Un tiers des personnes issues des milieux sociaux populaires approuvent le point de vue créationniste, contre un peu plus de 10 % chez les

cadres supérieurs. À l'inverse, le récit biblique de la Création est un mythe pour 29 % des ouvriers contre 40 % des cadres supérieurs.

En matière de politiques publiques envers les religions, les opinions des protestants luthéro-réformés et des protestants évangéliques convergent largement. Les orientations politiques des luthéro-réformés et des évangéliques diffèrent peu. L'opposition couramment faite entre un réformé de gauche et un évangélique de droite ne correspond pas à la réalité. Il y a un véritable pluralisme politique parmi les protestants français, quelle que soit leur sensibilité. « Sauf, remarque Jérôme Fourquet, que ces évangéliques participent bien par les valeurs qu'ils défendent au courant le plus conservateur de la société française. Leur prise de distance avec la droite au pouvoir est probablement liée à la dureté des discours actuels de la majorité vis-à-vis de l'immigration. »

## **Fortes disparités régionales**

Surprise, alors que la grande région Alsace-Moselle est réputée moins sécularisée que le reste de la France, les protestants y apparaissent nettement moins pratiquants que leurs coreligionnaires d'Ile-de-France. Cette région très urbanisée offre l'exemple d'un protestantisme particulièrement fidèle à la prière, à la lecture de la Bible et à la participation au culte. Les autres régions de France se situent entre ces deux extrêmes.

Marqués plus que d'autres régions de France par une riche tradition protestante historique, les protestants d'Alsace-Moselle, sans doute parce qu'ils constatent une certaine érosion de ce protestantisme traditionnel, sont moins optimistes que leurs coreligionnaires des autres régions sur l'avenir du protestantisme. Au contraire, les protestants d'Ile-de-France, une région qui connaît de la façon la plus manifeste les recompositions contemporaines du protestantisme avec l'impact des protestants évangéliques et de diverses Églises ethniques, sont les plus nombreux à penser que le protestantisme va se développer.

## **Des jeunes plus pratiquants que leurs aînés**

S'agit-il d'un renversement durable de tendance ? En tout cas, le constat est là : ce sondage manifeste une inversion de la corrélation classique selon laquelle plus on est jeune, moins on pratique. Chez les protestants, en 2010, les jeunes pratiquent plus que leurs aînés, aussi bien en étant plus nombreux chaque semaine à assister au culte et à lire la Bible ! Ils sont également plus nombreux à prier quotidiennement.

Cette tendance est principalement due à la sensibilité évangélique. En effet, chez les protestants de cette sensibilité, on observe que 65 % des moins de 35 ans se rendent au culte chaque semaine contre 58 % des 35 ans et plus. Alors que, chez les luthéro-réformés, c'est le cas de 5 % des moins de 35 ans et 9 % des 35 ans et plus.

Dans le même ordre d'idée, il est frappant de constater que les jeunes protestants croient plus aux miracles que leurs aînés. L'enquête TNS Sofres de 2006 sur « Les Français et les miracles » avait déjà observé cette tendance.

Au plan éthique, droit à l'avortement, choix du moment de sa mort, les protestants de moins de 35 ans y sont nettement moins favorables que leurs aînés. Par contre, les opinions diffèrent peu sur la bénédiction des pacsés et, surtout, des couples homosexuels : l'opposition demeure.

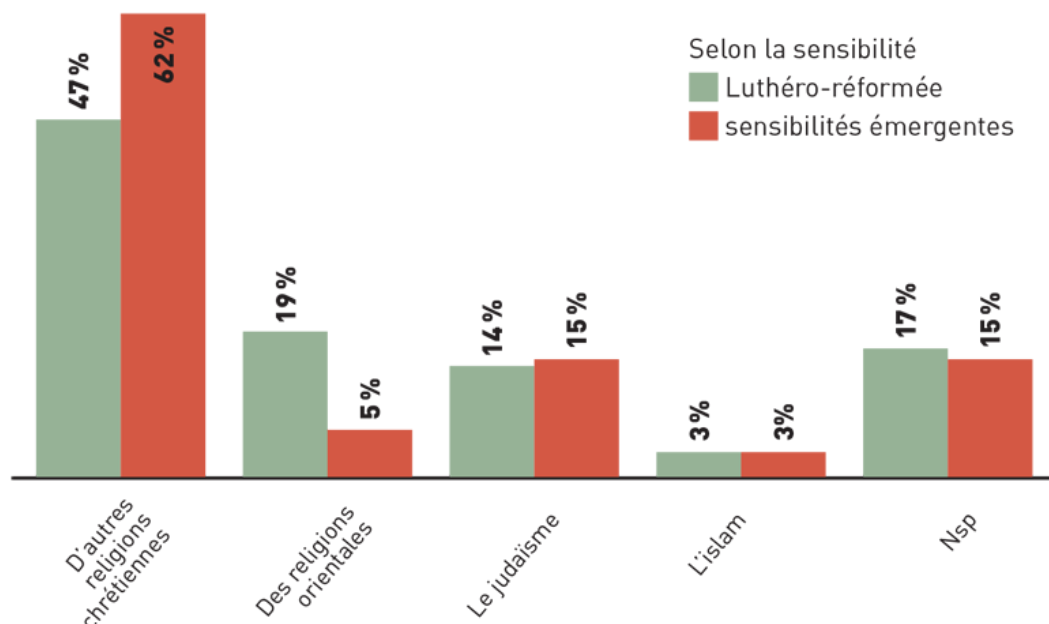
S'il n'existe pas de grandes différences entre les jeunes et les moins jeunes sur les motifs d'adhésion au protestantisme, les « orientations morales » dominent chez les moins de 35 ans alors qu'elles sont



reléguées très loin en arrière chez les plus âgés. Enfin, les protestants de moins de 35 ans semblent plus optimistes que leurs aînés quant à l'avenir du protestantisme.

## Lire la Bible n'est pas sans effet !

Selon vous, est-il possible d'accéder à Dieu à travers...



Les protestants, une famille recomposée ? Oui, incontestablement, selon les données de ce sondage qui confirme l'importance prise par l'évangélisme parmi les protestants de France et qui révèle une certaine vitalité religieuse de la jeunesse. Une famille très diversifiée aussi, avec des protestants qui ont des manières différentes de s'inscrire dans la lignée des réformes du XVI<sup>e</sup> siècle et de s'assumer comme chrétien protestant au XXI<sup>e</sup> siècle. Des protestants qui apparaissent très divisés sur un certain nombre d'enjeux éthiques contemporains.

Des protestants qui, comme hommes et femmes de la Bible, continuent à montrer, par leurs options mêmes, que lire la Bible n'est pas sans effet : à la question ayant trait au nombre trop important d'immigrés en France, il n'est pas inintéressant d'observer que plus on lit la Bible, plus on est en désaccord avec cette proposition : 71 % des lecteurs hebdomadaires de la Bible ne sont pas d'accord pour dire qu'il y a trop d'immigrés en France contre 47 % de ceux qui ne lisent jamais la Bible. « J'étais un étranger et vous m'avez accueilli. » (Mt 25,35).

## Des institutions peu connues

À la question de savoir si la Fédération protestante de France devrait rassembler toutes les sensibilités du protestantisme, 35 % répondent « oui », 15 % « non » (35 % disent ne pas connaître ou ne pas connaître suffisamment la FPF et 15 % déclarent ne pas avoir d'avis sur la question). Quant au nouveau Conseil national des évangéliques de France, si 13 % l'approuvent, 6 % le désapprouvent, 20 % n'ont pas d'avis sur la question et 61 % déclarent ne pas connaître le sujet. Rappelons que le sondage a été réalisé au moment où le CNEF était porté sur les fonts baptismaux.

Un CNEF quasi ignoré de l'ensemble des protestants et une FPF dont l'existence fait sens pour moins de la majorité des sondés. Pour Jérôme Fourquet, il faut voir là le signe de la désaffection générale vis-à-vis des institutions, mais aussi « l'indice de querelles théologiques plutôt incompréhensibles pour les fidèles et strictement réservées aux spécialistes ».

## **1, 7 million de protestants en France**

Selon les estimations de l'Ifop, il y aurait entre 2,5 % et 2,8 % de protestants dans la population de la métropole. Soit entre 1,6 million et 1,7 million de personnes dans la France métropolitaine. Sachant que dans les régions d'outre-mer la population protestante est supérieure à ce qu'elle est en métropole, on peut estimer raisonnablement que la population protestante représente bien 1,7 million de personnes au moins sur les 64,7 millions que comptait la France (métropole + dom) au 1er janvier 2010.

---

## **« Débat sur l'immigration, les faits contre les opinions ? »**

Michèle Tribalat, démographe dénonce, dans un récent ouvrage, l'angélisme et les falsifications du débat sur l'immigration en France. La Cimade lui répond.

Un certain nombre d'arguments avancés dans les débats sur l'immigration relèvent de la catégorie des faits et sont pourtant énoncés comme des évidences sans souci pour leur vertu factuelle.

### **Congédier le réel**

Un certain nombre d'arguments avancés dans les débats sur l'immigration relèvent de la catégorie des faits et sont pourtant énoncés comme des évidences sans souci pour leur vertu factuelle.

### **Congédier le réel**

Faire passer une opinion pour un fait est un phénomène assez courant. C'est le cas lorsqu'on affirme que l'immigration est bonne pour les finances publiques et pour l'économie en général, sans autre précision. Il s'agit là d'une vérité intangible dont la remise en cause est moralement inacceptable. Mais il existe bien d'autres manières, et souvent très subtiles, de congédier le réel :

- sélectionner des indicateurs propres à le présenter sous un jour acceptable. C'est le cas lorsqu'on prétend décrire l'immigration étrangère à travers le solde migratoire ;
  - présenter des informations tronquées ou incomplètes alors que l'on dispose d'une information plus large. Par exemple, parler de la situation actuelle à partir de données anciennes ;
  - dissimuler certaines informations ;
  - refuser d'envisager certaines questions parce qu'elles sont jugées moralement condamnables.
- C'est, par exemple, le cas lorsque Mona Sahlin, la ministre suédoise de l'Intégration, déclare que «

les rapports entre ethnicité et délinquance, c'est un débat dont nous ne voulons pas » ;  
- ne pas disposer des outils statistiques permettant d'éclairer certaines questions et ne pas entreprendre les études nécessaires...

J'ajouterai que lorsqu'on affirme que la migration est un « bien public mondial », c'est-à-dire positif par nature, au même titre que l'eau ou la biodiversité, et dont la préservation peut justifier une action collective internationale, on tranche de manière définitive. On habite une utopie. On sort la question migratoire du champ démocratique. À partir de ce postulat, toute difficulté devient une externalité négative qu'il convient de corriger. C'est l'inadaptation des peuples à cette réalité qui fait obstacle à l'expression d'un potentiel exclusivement positif, lequel finira bien par se révéler un jour si tel n'est pas le cas aujourd'hui.

Le débat sur l'immigration se déroule au sein de normes favorisant une lecture morale, dont le cadre de référence reste la Deuxième Guerre mondiale. Un professeur de Yale aux États-Unis a donné son nom à une observation, qu'on appelle loi Godwin, d'après laquelle plus une discussion se prolonge sur Internet, plus on a de chances de voir surgir une comparaison avec le nazisme. Des ONG et institutions internationales participent à cadrer moralement le débat en traçant les limites morales du débat acceptable. C'est le cas de Fundamental Right Agency de l'UE (FRA) qui range dans la catégorie du racisme subtil la simple suggestion selon laquelle l'immigration pourrait avoir un coût économique.

Une des conséquences évidentes de la confusion entre faits et opinion est la généralisation de l'ignorance, de l'insincérité (ce que Timur Kuran appelle la falsification des préférences) et de la méfiance. György Tatar, un philosophe hongrois, parle de « vérités salvatrices » pour désigner « les connaissances qui rendent meilleurs leurs possesseurs par rapport aux autres ». Il ajoute que « ces "connaissances salvatrices" refusant toute approche du réel se veulent non pas une idéologie mais un savoir » (*Controverses*, n° 14, 2010, p. 181). Ce narcissisme du Bien rappelle les propos de Philippe Muray : « Le Bien, tout entier, contre tout le mal ! À fond ! Voilà l'épopée. Tout ce qui a définitivement raison contre tout ce qui a tort à jamais. » (*L'empire du Bien*, p. 27).

Michèle Tribalat est chercheur à l'Institut d'études démographiques (Ined) et auteur de *Les yeux grands fermés. L'immigration en France*, Denoël, 2010.

---



## Élections en Allemagne : L'AfD, troisième force politique du pays

Pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale allemande, un parti d'extrême droite siège au Bundestag.

Scènes de liesse à la fête électorale de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) à Berlin. Avec 12,6 % des voix, le parti populiste devient la troisième force politique du pays et va envoyer 94 députés au Bundestag, la chambre basse du Parlement. Assez pour « pourchasser » Angela Merkel selon leur tête de liste, Alexander Gauland. « Nous allons reconquérir notre pays et notre peuple », scande le politicien devant ses troupes.

« L'entrée de l'AfD n'est pas une surprise, écrit le Süddeutsche Zeitung, mais c'est une césure. » Depuis la Seconde Guerre mondiale, aucun parti à la droite des conservateurs de la CDU/CSU n'avait siégé au Bundestag. Or l'AfD est clairement un « parti d'extrême droite, raciste et anti-islam » pour le politologue Hajo Funke.

Pourtant, à sa création en 2013, la formation politique se voulait davantage ultralibérale et réclamait la sortie de l'euro. Si ce point fait toujours partie du programme, l'immigration et l'islam ont clairement pris le devant de la scène.



## Fermeture des frontières

L'AfD réclame notamment une fermeture des frontières allemandes afin de protéger le pays « des demandeurs d'asile majoritairement non qualifiés ». Elle n'hésite d'ailleurs pas à faire le lien entre criminalité et étrangers. Un nombre élevé de musulmans représenterait « une mise en danger croissante de la paix intérieure ». « Les nouveaux Allemands ? Nous les faisons nous-mêmes », propose donc le parti sur ses affiches de campagne, sur fond de ventre d'une femme enceinte.

L'ensemble fait évidemment référence aux réfugiés et à la théorie du grand remplacement des populations, développée par les mouvements identitaires européens. Le programme de l'AfD promet donc plus d'aides pour les familles, tout en refusant d'étendre ce concept au-delà de sa définition traditionnelle – père, mère et enfants. Le parti populiste ne cite cependant aucun chiffre concret quant au financement de ces mesures. Il indique juste que les fonds seront puisés dans les caisses de la politique migratoire et d'intégration.

Les électeurs de l'AfD qui ont lu le programme ne sont sans doute pas nombreux. Selon un sondage réalisé pour l'ARD, 60 % d'entre eux auraient donné leur voix au parti populiste plus par colère que par conviction. La raison de leur déception est claire : pour 89 % des électeurs de l'AfD, la chancelière aurait négligé les inquiétudes des citoyens dans sa politique d'accueil des réfugiés. Le camp de Merkel a ainsi perdu un million de voix au profit de l'AfD depuis les dernières législatives de 2013. Heidbrun fait partie du compte. Cette Berlinoise de 53 ans au maquillage impeccable a rendu sa carte de la CDU fin 2015. « Jusque-là je trouvais que Merkel faisait un bon travail. Mais j'ai été déçue par son ouverture des frontières et la perte de contrôle qui a suivi. Cela a changé notre pays. » Désormais, elle fait campagne pour les populistes.

Mais la déception des électeurs va plus loin qu'un simple désaccord sur la politique migratoire, selon Hajo Funke : « Pour certains citoyens, le débat sur les réfugiés a été l'occasion d'exprimer une frustration préexistante contre les politiques, surtout dans l'est du pays. » Dans les anciens Länder de RDA, y compris Berlin-Est, l'AfD a remporté 22,5 % des suffrages. Dans le Land de Saxe, elle est même devenue la première force politique avec 27 % des voix, soit 0,1 point devant la CDU. « Les électeurs est-allemands sont plus volatiles. Après la chute du mur, il n'y a jamais eu de forte loyauté à un parti, comme on les connaît dans l'Ouest », analyse le politologue Hendrik Träger dans les colonnes d'un journal de Leipzig. L'AfD a également dépassé les 12 % dans les riches Länder de Bavière et du Bade-Wurtemberg. Partout, le parti séduit avant tout des ouvriers et des chômeurs. Il a ainsi remporté 21 % des suffrages dans ces groupes de population, selon un sondage de l'ARD. Mais on aurait tort de lui coller l'étiquette de parti des laissés-pour-compte.

## Peur du déclassement

L'AfD marque également des points dans les couches supérieures de la société. Selon une étude de la fondation Hans Böckler, un quart des électeurs de l'AfD auraient un diplôme d'études supérieures, ou au moins le baccalauréat. De plus, selon des évaluations réalisées entre 2013 et 2016, les partisans de l'AfD auraient en moyenne un revenu supérieur aux autres électeurs. « Les gens qui ont peur de perdre leur emploi, et qui ont l'impression qu'ils ne pourront pas trouver une nouvelle place s'ils sont au chômage, sont plus réceptifs aux partis d'extrême droite, précise l'étude. La peur du déclassement est un facteur décisif. »

Cette montée de l'AfD ne traduit pas pour autant une radicalisation de la société allemande. L'année dernière, une étude de l'université de Leipzig dévoilait que les idées d'extrême droite étaient encore largement répandues dans la population allemande. Par exemple, 11 % des Allemands pensent que les juifs ont trop d'influence, et 12 % estiment que les Allemands sont naturellement supérieurs à

d'autres peuples. Toutefois cela n'a rien de nouveau, et surtout, cela n'augmente pas. Au contraire, l'étude note un recul du racisme depuis 2002.

« Les gens qui ont ce genre d'idée ne voulaient pas forcément voter pour le NPD, qui est ouvertement néonazi, explique le politologue Ralf Melzer. Mais l'AfD se défend d'être d'extrême droite, comme le fait le Front national en France. C'est donc plus acceptable socialement de voter pour ce parti. » Pourtant les cadres du parti ont multiplié les paroles scandaleuses pendant la campagne. Alexander Gauland a ainsi expliqué qu'il fallait « évacuer » la ministre de l'intégration, Aydan Özoguz, en Turquie, dont la famille est originaire. Il a également affirmé que ses compatriotes ont « aussi le droit d'être fiers des performances des soldats allemands pendant les deux guerres mondiales ».

## Processus d'assimilation

Des éclats calculés, que l'on risque de retrouver désormais à la tribune du Bundestag. Pour l'instant, tous les autres partis ont exclu une alliance avec les populistes. Christian, militant de l'AfD, ne voit pas cela comme un problème : « C'est trop tôt pour entrer dans une coalition. Nous devons d'abord gagner plus de points. » Pour ce quadragénaire, l'AfD doit suivre le modèle du FPÖ autrichien : « Au début, personne ne voulait faire de coalition avec eux. Mais maintenant, même les socialistes veulent s'y allier. »

Pour Hajo Funke, les autres partis doivent adopter un positionnement sans concession : « Ils doivent clairement refuser les propos racistes. Mais autrement, ils doivent considérer l'AfD comme un parti qui n'est pas interdit, et donc accepter ses députés dans les différentes commissions. Toutefois, il ne faut pas les traiter comme un parti démocratique comme un autre. Si on commence à dire qu'ils ont raison sur un point ou à reprendre certaines de leurs idées, c'est le début d'un processus d'assimilation et c'est un danger pour la République. »

Une mise à l'écart trop radicale risque rait de conforter l'AfD dans son rôle de victime des partis établis, et de lui apporter encore plus de voix.

Il reste toutefois la possibilité que l'AfD se détruise toute seule. Au lendemain des élections, la coprésidente du parti, Frauke Petry, a annoncé son refus de siéger au sein du groupe parlementaire de sa formation politique. Elle entend ait ainsi protester contre la radicalisation de son mouvement. Le jour suivant, elle a même rendu sa carte du parti. Un départ surprise qui illustre bien les rivalités dans le parti, entre une aile nationale-libérale et un courant identitaire et extrémiste. Des divisions internes qui pourraient bien finir par rendre le jeune parti complètement inaudible.

---



## Primaire à droite : questions à Nathalie Kosciusko-Morizet

À la veille du premier tour des primaires de la droite et du centre, Réforme a interrogé Nathalie Kosciusko-Morizet, députée de l'Essonne.

***Entretien avec Nathalie Kosciusko-Morizet, députée de l'Essonne, présidente du groupe LR au Conseil de Paris, ancienne ministre.***

**Quelle analyse faites-vous du résultat de l'élection présidentielle américaine et surtout en quoi ce résultat peut-il, selon vous, influencer sur la primaire de la droite et du centre ?**

Je trouve que pour analyser correctement l'élection américaine, il faut d'abord mettre de côté nos enjeux nationaux. Sinon ils viennent brouiller notre jugement. Trump a gagné parce qu'il a su saisir les raisons de la colère, et précisément trois d'entre elles : la désindustrialisation, l'immigration illégale, et la guerre depuis quinze ans avec la situation des vétérans. Cela ne faisait pas un programme, mais trois thèmes forts qui étaient ceux qui angoissaient les Américains. Il a fait campagne sur le mode de l'« entertainment », une grande spécialité américaine. Ses meetings étaient de vrais shows. Quant à ses excès, les électeurs l'ont pris « sérieusement », mais pas « littéralement ». A l'inverse des médias, finalement, qui eux l'ont pris « littéralement », mais pas « sérieusement ».

En face, Hillary Clinton a fait un peu la même campagne qu'il y a huit ans, lorsqu'elle avait perdu la primaire contre Obama. C'est-à-dire qu'elle a fait la démonstration qu'elle ne s'était pas remise en

cause. Sa campagne très institutionnelle n'a pas emballé. Elle l'a même plutôt plombée. Trump se présentait lui-même comme une grenade que le peuple envoyait à la tête des élites honnies, et elle s'est laissée enfermer dans le rôle de l'élite, justement.

Cela dit, il faut relativiser. D'abord Hillary Clinton a recueilli plus de votes. C'est à la faveur du système de grands électeurs que Trump a été élu.

Donc Hillary perd, mais ne s'effondre pas. Il faut aussi relativiser l'impact du bouleversement que cela va engendrer pour les États-Unis. Là-bas, les contre-pouvoirs sont très importants. Le président américain a beaucoup moins de marge de manoeuvre que le président français, ce que ne laisse pas deviner le terme de « régime présidentiel ».

Quel impact cette élection aura-t-elle en France ? Cela dépendra sans doute du talent des uns et des autres. Aujourd'hui chaque candidat déclaré ou proche de l'être cherche dans l'élection américaine sa justification. Parfois à l'envers de ses propres déclarations passées. Pour ma part, j'y vois surtout la confirmation de l'urgence à faire en sorte que la grande transformation que nous vivons profite à tous. Nous vivons un grand bouleversement, notamment du fait du numérique. L'économie, la société, sont profondément perturbées. Cela engendre de l'angoisse. Des opportunités et des risques, aussi, bien sûr. Il faut trouver les mots pour expliquer ce nouveau monde. Et partager les opportunités. Éviter que les fractures de ce nouveau monde viennent s'additionner aux handicaps de l'ancien. C'est la condition pour ne pas se retrouver dans quelques mois avec la même gueule de bois que les Américains mercredi dernier.

### **Que représente le protestantisme pour vous ?**

J'ai toujours perçu le protestantisme comme une exigence. Les discussions que j'ai pu avoir avec des pasteurs ou des intellectuels protestants m'ont confortée dans ce sentiment. Qu'il me soit permis de rendre hommage à Jérôme Monod, grâce à qui je suis entrée en politique. C'est lui qui m'a soutenue, accompagnée, dès 2002. C'était un homme assez mystérieux, mais passionnant, dont la hauteur de vue n'effaçait pas l'humour.

### **De quelle manière abordez-vous la place de l'islam en France et la question de la laïcité ?**

Je constate que la question du retour du religieux, de nos jours, se pose dans toutes les familles spirituelles. Elle est formulée d'une manière identitaire, plus souvent qu'évangélique. Mais le problème principal réside aujourd'hui dans l'émergence de l'islam politique. Selon l'enquête réalisée par l'Institut Montaigne, 29 % des Français musulmans feraient primer les dogmes de l'islam sur les valeurs de la République. Il ne s'agit donc pas d'un groupe marginal, mais d'une minorité capable d'influer sur l'ensemble de notre corps social. Pour être efficaces, la droite et la gauche ne peuvent plus se contenter de paroles martiales. Réduire l'islam radical impose une action globale et ferme. Je propose d'adosser cette politique à deux piliers. Il faut tout d'abord affirmer clairement ce que nous rejetons et nous donner les moyens de mettre nos lois en accord avec nos paroles.

Cela suppose d'interdire les dérives politico-religieuses comme le salafisme et faire voter une loi ordinaire à cette fin. Aujourd'hui, il existe une zone grise – avant l'appel au meurtre, au jihad ou au terrorisme – sur laquelle nous manquons de moyens d'action. C'est dans cette zone que prospère la radicalité, terreau des comportements de ségrégation identitaire et des dérives violentes. Pour ne prendre qu'un exemple : quand un imam prêche qu'une femme vaut moitié moins qu'un homme ou lorsqu'il enseigne à des enfants qu'écouter de la musique les transformera en cochon, les autorités ne peuvent pas faire grand-chose contre lui, tant qu'il ne fait pas l'apologie du terrorisme. Je me réjouis que des mosquées radicales d'Ile de France aient été fermées récemment, mais je ne mésestime pas le fait qu'elles l'aient été sur la base de l'état d'urgence. Il faut que nous soyons plus



clairs et que nous fassions voter une loi ordinaire pour combattre l'obscurantisme.

### **Par quels moyens asseoir l'islam de France ?**

C'est le second pilier de ma politique. Chacun doit être libre de pratiquer sa religion dans la dignité. Pour asseoir l'islam de France sur des bases respectueuses des valeurs de la République il faut d'abord couper les liens qui se sont noués entre les mosquées de France et les monarchies arabo-musulmanes. C'est pourquoi, je suggère de prélever une redevance sur la vente des produits halal – un dispositif assez proche de ce qui existe avec les produits casher, pour les juifs. Une telle mesure permettrait de fournir des financements compatibles avec la loi de 1905 et de garantir l'indépendance de l'islam de France. J'en ai parlé avec de nombreux responsables religieux, y compris des membres du Conseil français du culte musulman, et je peux vous dire que beaucoup sont très favorables à cette opportunité : la vente des produits halal représente 6 milliards d'euros. Si 1 % seulement de cette somme était mise de côté, le problème des financements étrangers serait réglé.

Dans le même temps, je veux que nous soyons capables de former les imams. A cette fin, nous pourrions agir en Alsace-Moselle, en intégrant l'islam au concordat. L'université de Strasbourg délivrerait des certifications soit en formation initiale, soit en formation continue. Puis nous exigerions cette certification pour tout imam prêchant dans les mosquées françaises, ce qui, là encore, assurerait la mise à l'écart des radicaux. Enfin, je suis favorable à ce qu'une offre de cours d'arabe aux adolescents existe dans le cadre de l'Éducation nationale. Je sais qu'au sein de ma famille politique, cette proposition n'est pas toujours bien comprise. Mais nous devons faire preuve de pragmatisme. Contrairement à la ministre de l'Éducation nationale, je pense qu'introduire l'enseignement de l'arabe à l'école primaire n'a pas de sens. Il peut perturber les apprentissages fondamentaux. Mais au collège, il faut qu'il soit proposé, au même titre que les autres langues. Certains parents veulent que leurs enfants apprennent l'arabe, ne serait-ce que pour communiquer avec leurs grands-parents, comme le font les enfants issus de l'immigration espagnole ou portugaise.

Quand on ne leur offre pas la possibilité de le faire dans un cadre public, ils se tournent vers le milieu associatif, qui bien souvent dépend de la mosquée. Allons-nous nous plaindre, dans ces conditions, que les enfants apprennent l'arabe à l'école coranique ? Ce n'est pas cohérent. Mieux vaut fournir un tel service dans le cadre du collège, de sorte que les jeunes bénéficient d'un apprentissage laïc, ouvert aux textes classiques et pas centré sur le coran.

### **Les protestants se mobilisent, depuis plusieurs mois, en faveur des réfugiés. Où vous situez-vous sur ce terrain ?**

Le droit d'asile fait partie de notre identité commune. Il a participé à la construction de notre pays. La France est un endroit où l'on a toujours pu trouver refuge face aux persécutions, à l'oppression, la guerre. Ce droit n'est donc pas conditionnel ou soumis à des quotas. C'est ce qui le différencie de l'immigration économique. Je suis persuadée que les Français sont tout à fait prêts à l'assumer. Souvenons-nous qu'en 1979, ils ont ouvert les bras à 200 000 boat people venus d'Asie. Certes, les conditions de notre économie n'étaient pas aussi mauvaises qu'aujourd'hui, mais le geste restait généreux. L'accueil de l'autre n'est jamais simple.

Dire cela, ce n'est pas ouvrir grandes les portes, sans se soucier de la suite. Je prône une politique extrêmement exigeante. L'accueil doit être de qualité, avec des perspectives d'intégration rapide, donc un traitement rapide du dossier. Et la reconduite à la frontière doit l'être tout autant, pour les déboutés. L'un est la condition de l'autre. Sinon les Français ont le sentiment qu'il n'y a pas de limite, pas de fin.

C'est toute la faiblesse de la politique menée par le gouvernement. Je lui reproche de ne pas avoir de politique migratoire, c'est à dire ne pas fixer et faire appliquer de limites. Le mot de « migrant » lui-même engendre une certaine confusion car il dessine le cadre de la situation, mais ne dit rien des motivations de ceux qui viennent chez nous. Ceux qui peuvent prouver qu'ils fuient la guerre en Syrie sont éligibles au droit d'asile, mais ceux qui veulent venir chez nous simplement pour améliorer leurs conditions matérielles ne le sont pas. Les Français sont un peuple fraternel, capable d'intégrer les étrangers, mais ils ont besoin de sentir que leur gouvernement fixe un cap et pose des bornes. Si nombre de nos concitoyens se montrent chaleureux dans un contexte local, face à quelques familles qui espèrent un refuge ; ils expriment de la méfiance, voire de la colère devant les incertitudes, les hésitations du président de la République et du gouvernement.

Mener une politique migratoire, c'est fixer des limites et redonner du sens à l'asile. Aux personnes éligibles au droit d'asile, nous devons fournir l'essentiel de l'aide beaucoup plus rapidement, dans les quelques semaines qui suivent leur arrivée. Et du coup donner l'accès au travail beaucoup plus vite. Aux autres, tout aussi vite, nous devons leur imposer de quitter notre territoire. C'est parce que le pouvoir actuel donne le sentiment de disséminer les problèmes au lieu de les résoudre que les tensions surgissent.

**La nation française s'est construite autour de l'État. Son démantèlement, du fait notamment de l'intégration européenne, n'explique-t-il pas une grande partie du malaise que ressentent nos concitoyens ?**

La société, l'économie connaissent une transformation profonde. La contestation des hiérarchies et la mise en cause des corps intermédiaires favorisent une organisation horizontale à laquelle nous n'étions pas habitués. Au bureau, dans la vie, on recherche de plus en plus l'avis de ses pairs, et on questionne la pertinence de l'autorité, dans ses formes traditionnelles. Notre État, nos partis politiques, fonctionnent de façon verticale et se trouvent en conflit avec le reste de la société. Nos institutions ont eu de grandes qualités, elles nous ont apporté en particulier la stabilité politique.

Mais nous devons les faire évoluer, pour donner davantage la parole aux citoyens. Nous, responsables politiques, devons changer de paradigme, abandonner les postures. Notre mission consiste à discerner et cultiver les énergies positives. Nous ne sommes plus là pour dire à chacun ce qu'il doit faire mais pour définir le cadre au sein duquel s'épanouiront les ressources collectives.

**Propos recueillis par Frédéric Casadesus**

---

## [La Suisse veut moins d'Europe](#)

Que retenir de la votation suisse tendant à limiter l'immigration ?

Le référendum suisse du 9 février, qui a vu 50,34 % des votants se prononcer en faveur de l'initiative du parti nationaliste UDC prônant « la fin de l'immigration de masse » et l'établissement de quotas pour les travailleurs européens, a déjà fait couler beaucoup d'encre. Qu'y a-t-il lieu d'en retenir à ce stade ?

D'abord, la divergence de comportement entre les cantons francophones, qui ont voté non, et les cantons alémaniques qui ont presque tous voté oui. Paradoxe : les cantons alémaniques reçoivent moins d'immigrés que les autres. C'est dire qu'il n'y a pas de problème concret tenant à la présence des immigrés en Suisse, mais un malaise d'une partie – hélas, légèrement majoritaire – de l'opinion publique qui impute aux étrangers, notamment européens, les bouchons sur les routes, le coût de l'immobilier, la compétition pour l'emploi (mais le taux de chômage n'est que de 3 %), etc.

La Suisse a toujours été un pays d'immigration. Sa population (8 millions d'habitants) est composée aujourd'hui pour 27,3 % d'immigrés (à comparer avec l'Allemagne : 13 % et la France : 10,6 %). Chaque année 80 000 immigrés s'installent en Suisse : médecins allemands, ingénieurs ou ouvriers français et italiens... et trois sur quatre trouvent un emploi. Ils contribuent à la prospérité du pays, au point qu'un responsable patronal a pu déclarer que le 9 février était « un mauvais jour pour notre industrie ».

Le Conseil fédéral, qui a statutairement trois ans pour appliquer le résultat d'une votation, a annoncé qu'il présenterait un projet de loi dès la fin de la présente année. Or la Suisse a accepté jusqu'ici le libre accès au marché du travail qui est l'un des piliers de base du grand marché européen. Les nombreux accords signés par Berne avec Bruxelles, qui font de la Suisse quasiment le 29e membre de l'UE, peuvent être tous remis en cause si l'un d'entre eux est dénoncé. Une négociation difficile s'ouvre donc avec l'Union européenne.

Le résultat du référendum a été bien entendu salué avec jubilation par les partisans d'un retour aux frontières nationales, en France comme en Allemagne, en Angleterre et ailleurs. Les élections européennes de mai prochain montreront si le oui du 9 février correspond à une attitude générale sur notre continent.

---